

**Nations unies - Débat ouvert sur la
médiation et le règlement pacifique
des différends - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 29 août 2018)

Monsieur le Président,

La médiation est la "manifestation concrète de la montée en puissance de la diplomatie de la paix" comme le Secrétaire général l'a formulé. Elle est au fondement de notre organisation et au coeur de la responsabilité première de ce Conseil de maintenir la paix et la sécurité internationales.

L'ONU est la maison des grands médiateurs, et il n'est pas possible d'en parler aujourd'hui, sans évoquer la mémoire de Kofi Annan et de rendre hommage à son action en tant que Secrétaire général des Nations unies et en tant que médiateur dans plusieurs crises, notamment au Kenya, en Syrie et en Birmanie. Il a incarné les qualités d'écoute, d'impartialité et d'autorité personnelle, indispensables aux médiateurs, et il a su faire ce qui est la clef du succès : remettre l'unité là où il y a division ; rassembler et définir un cadre commun, qui élargisse la vision pour transcender le conflit, et sortir les acteurs de la prison d'une logique binaire de perdant-gagnant, et d'un jeu à somme nulle.

Monsieur le Président,

La médiation fait partie des outils essentiels offerts par le chapitre VI de la Charte des Nations Unies pour le règlement pacifique des différends. La Gambie et la Colombie sont des exemples récents de succès qui soulignent toute l'utilité de cet outil pour la prévention, pour la gestion, et pour le règlement des conflits.

Dans ce contexte, la France soutient pleinement la vision du Secrétaire général, selon laquelle nous devons être collectivement plus efficaces à empêcher l'apparition ou la dégradation de situations de crise. La France se félicite ainsi des efforts que le Secrétaire général a déployés pour renforcer les capacités de médiation des Nations unies avec notamment la création du Conseil consultatif sur la médiation au mois septembre dernier. La France se félicite également des autres mesures prises ces dernières années telles que la création de l'unité de soutien à la médiation, celle d'une équipe de réserve en médiation [la mediation standby team], et le développement des directives des Nations unies pour une médiation efficace.

Par ailleurs, force est de constater que les Nations unies jouent aujourd'hui un rôle de

médiation central dans nombre de situations de crise. Je pense notamment à la Syrie, au Yémen ou à la Libye, où les représentants onusiens sont directement en charge des processus de règlement des conflits. Je pense également au Mali, à la RCA, à l'Irak, à la Colombie et ou encore à l'Afrique de l'Ouest où les Représentants spéciaux du Secrétaire général et les bureaux régionaux jouent un rôle crucial de bons offices.

Monsieur le Président,

Malgré ces progrès et le rôle indispensable exercé par les Nations Unies, la montée de la conflictualité dans le monde ainsi que la complexification et l'internationalisation des conflits compliquent sérieusement les efforts de médiation. Au Mali, par exemple, la mise en oeuvre de l'accord de paix, avec le soutien de la médiation internationale, fait face tant à l'obstruction des groupes criminels et terroristes qu'aux difficultés des différentes parties à se mobiliser ensemble pour élaborer des solutions.

Ailleurs, les efforts de médiation sont trop souvent entravés par des postures politiques ou idéologiques qui fragilisent les marges de manoeuvre des médiateurs. Le manque de volonté politique et d'appropriation par les parties est également un défi majeur pour les processus de médiation.

Enfin, les défis globaux sont désormais une source potentielle de multiplication des conflits qui ne peut être ignorée. Et je pense notamment au changement climatique qui avive les sources traditionnelles de conflits comme en témoignent les tensions entre éleveurs et agriculteurs en Afrique de l'Ouest ou en Afrique centrale par exemple.

Monsieur le Président,

Dans ce contexte, le Conseil de sécurité doit, plus que jamais, redoubler d'efforts pour soutenir les médiations en cours. Comme je le mentionnais plus tôt, ce Conseil a lui-même donné aux Nations Unies la charge de la gestion des processus politiques en Syrie, au Yémen et en Libye. Or, ces processus ne pourront réussir que si le Conseil de sécurité se montre uni en soutien aux médiateurs onusiens et si ses membres lèvent certains obstacles politiques ou idéologiques qui les affaiblissent.

Dans ce contexte, la France réitère son plein soutien aux médiateurs onusiens. En Syrie, après des années de conflit sanglant, l'espoir réside aujourd'hui dans le processus politique porté par l'Envoyé spécial Staffan de Mistura à Genève, seule enceinte à même d'aboutir à une solution politique négociée, conforme à la résolution 2254. Au Yémen, la France soutient également pleinement les efforts de l'Envoyé spécial Martin Griffiths et la tenue le 6 septembre prochain de la Conférence de Genève avec l'ensemble des parties. Enfin, en Libye, la France réitère tout son appui au Représentant spécial Ghassan Salamé ainsi que son appel aux parties à suivre les engagements pris à Paris en juin dernier.

Monsieur le Président,

Outre l'unité du Conseil de sécurité, d'autres éléments apparaissent indispensables au succès des initiatives de médiation. Il s'agit en particulier de leur inclusivité et en particulier de la participation effective des femmes à toutes les étapes des processus politiques, qui est une condition indispensable pour garantir l'émergence d'une paix durable.

Il s'agit aussi de travailler avec la société civile et toutes les forces porteuses de non-violence dans les sociétés, afin de tirer tout le parti de l'extraordinaire réserve d'énergie au service de la paix qu'elles représentent, qu'il s'agisse des jeunes, des organisations professionnelles ou des leaders religieux.

Monsieur le Président,

L'efficacité des efforts de médiation pourra également être accrue par le renforcement des liens et de la coordination entre les Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales. Ces dernières apportent en effet aux Nations Unies la proximité avec le terrain et la connaissance intime de l'environnement local.

Enfin, il apparaît aujourd'hui nécessaire d'accroître encore notre capacité à anticiper les crises via le renforcement des mécanismes d'alerte précoce mais aussi via le recours à la diplomatie préventive. Éviter un conflit plutôt que d'avoir à le résoudre doit être une priorité, et le cas récent de la Gambie est un exemple à suivre. Les efforts combinés des Nations unies, de l'Union africaine et de la CEDEAO ont en effet permis d'empêcher que la crise post-électorale ne se transforme en un conflit dont les populations auraient été les principales victimes.

Monsieur le Président,

Je conclurai mon intervention en soulignant que si la médiation est un élément essentiel de la prévention et du règlement des crises, elle doit bien entendu s'accompagner de la promotion du respect du droit international, en particulier des droits de l'Homme et du droit international humanitaire, et du recours à la justice internationale et à l'arbitrage. Le droit international demeure en effet un pilier durable de l'ordre multilatéral et un instrument indispensable pour prévenir ou résoudre les crises et restaurer la paix.

Je vous remercie./.